

ÉDITORIAL

Vol. 5, N. 10, année 2018

C'est avec une grande satisfaction que nous avons inauguré la cinquième année de la *Revista Culturas Jurídicas*, une revue éditée par le *Programa de Pós-Graduação em Direito Constitucional da Universidade Federal Fluminense (PPGDC/UFF)*. Le volume 5 apporte le numéro 10, dont la ligne éditoriale est *Justice Constitutionnelle et Droits de l'Homme en Temps d'Autoritarisme et de Revers*. Le numéro 10 a d'importantes contributions d'auteurs Brésiliens et étrangers, afin d'apporter des contenus d'intérêt à la communauté académique et de maintenir le niveau d'excellence et d'internationalisation atteint dans les éditions précédentes, qui garantissait à la revue la catégorie Qualis A2, décernée par CAPES (*Coordenação de Aperfeiçoamento de Pessoal de Nível Superior*).

Le thème qui habite et imprègne ce n ° 10 de la RCJ n'est malheureusement pas librement choisi par ses éditeurs et collaborateurs. Elle découle de la réalité vécue au Brésil contemporain, où l'État lui-même viole les droits de l'homme. Que ce soit par un comportement illégal des autorités publiques, ou par la légalité lors de la production de mesures de durcissement en relation avec les libertés civiles et politiques, et, simultanément, en adoptant des lois et des amendements (in)constitutionnels qui restreignent les droits sociaux, économiques et culturels . Dans un sens large, la soi-disant Justice Constitutionnelle touche toutes les sphères étatiques, en particulier la Cour Suprême Fédérale, qui a pris des décisions controversées sur des questions politiques et économiques, suscitant la gentillesse dans la société et suscitant l'inquiétude de la communauté juridique.

Surtout après la destitution de l'ex-présidente Dilma Rousseff (2016) et au milieu d'une intervention fédérale dans l'État de Rio de Janeiro (promulguée en février 2018 et effective jusqu'à la fin de cette édition), beaucoup de débats ont été au Brésil sur la Justice Constitutionnelle et Droits de l'Homme d'un point de vue institutionnel. Par exemple, dans les opérations de police et les procédures judiciaires, dans lesquelles des discours de «lutte contre la corruption» et de recherche de l'efficacité de la justice pénale sont lancés, même au prix de la relativisation ou du non-respect des garanties fondamentales. De même, dans une dynamique d'exception permanente, de nombreux

épisodes se produisant au niveau non institutionnel provoquent une consternation générale et exigent de profondes réflexions critiques, en particulier lorsque les Forces Armées gouvernent l'un des États les plus importants de la fédération et mènent des incursions militaires dans les communautés nécessiteuses, notamment armés de mandats collectifs de perquisition et de saisie.

Dans ce contexte amer et imprudent, Revista Culturas Jurídicas rend un hommage juste et mérité à Marielle Franco et Anderson Gomes, brutalement assassinés le 14 mars 2018, dans la région centrale de la ville de Rio de Janeiro, en générant une énorme agitation, même au sein de la communauté internationale. Ces deux jeunes, pleins d'énergie, de vitalité et d'idéaux pacifiques de progrès social, symbolisent d'innombrables personnes qui ont vu leur vie écourter dans un scénario de violence urbaine qui semble sans fin, et qui suscite l'intensification du débat et la prise de mesures concrètes. en relation avec la routine des violations des droits de l'homme au Brésil, en particulier de la population pauvre, noire et jeune. À la date de clôture de cet éditorial, l'enquête des autorités n'était pas encore terminée. Le moins que l'on attend des autorités est que l'enquête soit concluante et que la mémoire de ces jeunes et de tant d'autres dont la vie a été interrompue par des actes de violence soit respectée.

Le premier article de cette édition est rédigé par Beto Ferreira Martins Vasconcelos, José Eduardo Martins Cardozo, Marivaldo de Castro Pereira et Renato Campos Pinto de Vitto. Beto Ferreira Martins Vasconcelos est titulaire d'un diplôme de troisième cycle de l'Université de São Paulo (USP) et de l'Université Fédérale de Santa Catarina (UFSC). José Eduardo Martins Cardozo est Procureur Municipal de São Paulo, titulaire d'une maîtrise en Droit de l'Université Pontificale Catholique de São Paulo (PUC-SP) et d'un doctorat en Droit de l'Université de Salamanque, en Espagne. Marivaldo de Castro Pereira est avocat et titulaire d'une maîtrise en Droit Procédural de l'Université de São Paulo (USP). Renato Campos Pinto de Vitto est un défenseur public de l'État de São Paulo et diplômé de l'Université Pontificale Catholique de São Paulo (PUC-SP). L'article aborde certains aspects du système fédératif brésilien, avec un accent particulier sur la question des prisons. A partir de l'analyse, les auteurs établissent un diagnostic de la structure de financement de la politique pénitentiaire et faire des propositions pour surmonter la situation actuelle.

Le deuxième article a été rédigé par l'Argentin Alejandro Medici, docteur en Droits de l'Homme à l'Université Pablo de Olavide, Espagne, professeur adjoint à la Faculté des Sciences Juridiques et Sociales et du Master en Sciences Politiques à

l'Université Nationale de La Plata (Argentine); Professeur du Master en Droits de l'Homme à l'Université Autonome de San Luis de Potosí (Mexique). Dans l'article, l'auteur cherche à analyser le thème de la philosophie latino-américaine de la libération et le virage dit décolonisant ou «décolonial» pour soutenir la théorie constitutionnelle, dans le contexte du nouveau constitutionnalisme latino-américain. L'article a été traduit de l'espagnol au portugais par Ilana Aló Cardoso Ribeiro, Master en Droit Constitutionnel au PPGDC-UFF, étudiante en doctorat en Droit au PPGD-UFRJ et professeur à l'UNESA, et révisé par Julia García Tavora Menegaz, diplômée en droit au FND-UFRJ, avec examen final par le rédacteur en chef de la RCJ, le Prof. Dr Enzo Bello.

Intitulé "Le facteur ethnique dans la réglementation constitutionnelle de la structure territoriale de l'État dans les pays BRICS", le troisième article est de l'écrivain russe Artur Nikolaevich Mochalov, professeur associé au Département de Droit Constitutionnel de l'Université de Droit de l'Oural (Ekaterinbourg, Russie) et éditeur du magazine «Droit Russe: éducation, pratique et recherche». L'objectif principal de l'article est de démontrer comment l'arrangement territorial de l'Inde, de la République d'Afrique du Sud, de la Chine, du Brésil et de la Russie est influencé par la structure ethnique et linguistique de leurs populations. Le texte a été traduit en portugais par Olga Alyokhina Alves, traductrice diplômée de l'Université d'État de Minsk, et révisé par Fernando César Costa Xavier, professeur adjoint à l'Institut des sciences juridiques de l'Université Fédérale de Roraima (ICJ / UFRR), docteur en relations internationales à l'Université de Brasilia (UnB).

Le quatrième article est rédigé par Diva Julia Souza da Cunha Safe Coelho, Saulo de Oliveira Pinto Coelho et Ricardo Martins Spindola Diniz. Diva Julia Souza da Cunha Safe Coelho est titulaire d'un doctorat en Droits de l'Homme et Citoyenneté de l'Universitat de Barcelona - Espagne et est a fait un stage postdoctoral au Programme de Troisième Cycle en Droit de l'Université Fédérale d'Uberlândia (UFU). Saulo de Oliveira Pinto Coelho est maître et docteur en Théorie du Droit et professeur dans le cadre du programme interdisciplinaire d'études supérieures en Droits de l'Homme de l'Université Fédérale de Goiás (UFG). Ricardo Martins Spindola Diniz est titulaire d'une maîtrise en droit de l'Université de Brasília (UnB) et professeur au cours de droit de l'IESGO-Goiás. L'article se concentre sur le constitutionnalisme russe, en cherchant à contrer les différentes approches des constitutionnalistes concernant le rôle de la

constitution et des droits de l'homme et fondamentaux avec le discours nomologique officiel de la Constitution russe.

Le cinquième article de cette édition a été rédigé par Gilberto Bercovici, professeur de Droit Économique et d'Économie Politique à la Faculté de Droit de l'Université de São Paulo (USP). Son travail traite de la critique de l'État social composé de la Constitution de Weimar, selon Carl Schmitt. En Mobilisant ses principaux concepts et idées, l'auteur présente la proposition d'un État fort dans une économie libre comme une forme de restauration de l'unité politique allemande.

Le sixième article présenté est rédigé par José Ribas Vieira et Pedro Araújo Fernandes. José Ribas Vieira est professeur de Droit Constitutionnel à l'UFRJ et professeur associé au Programme de Troisième Cycle en Droit de la PUC-Rio. Pedro de Araújo Fernandes est titulaire d'une maîtrise en Droit Constitutionnel et théorie de l'État de la PUC-Rio. L'objectif principal du travail est le processus de *impeachment* de l'ex-présidente Dilma Rousseff, en cherchant à vérifier le lien entre le rôle joué par le Pouvoir Judiciaire et l'agenda économique du gouvernement Temer. Sur la base des idées du politologue Ran Hirschl, les auteurs travaillent sur le thème de la judiciarisation du politique et cherchent des explications sur le cas brésilien.

Le septième article, intitulé "Les modèles hétérogènes de transparence dans les sessions de jugement des cours constitutionnelles", a pour objet central l'étude des différents modèles d'ouverture publiciste dans les cours constitutionnelles, en mettant en évidence leurs aspects positifs et négatifs. L'ouvrage a été préparé par Thiago Sacchetto, professeur à l'Université pontificale catholique de Minas Gerais (PUC-Minas), doctorant en droit politique à l'Université fédérale du Minas Gerais (UFMG), master en sciences juridiques et politiques à la faculté de Droit de l'Université de Lisbonne et diplômé en Droit Public de l'Institut pour le Développement Démocratique.

Le huitième article est rédigé par Isabelly Cysne Augusto Maia, Cynara Monteiro Mariano, Emmanuel Teófilo Furtado. Isabelly Cysne Augusto Maia est avocate, étudiante en maîtrise en Ordre Constitutionnel à l'Université Fédérale du Ceará (UFC) et étudiante de troisième cycle en Droit Administratif à la PUC-Minas. Cynara Monteiro Mariano est titulaire d'un diplôme postdoctoral de l'Université de Coimbra, d'un doctorat en Droit Constitutionnel de l'Université de Fortaleza (UNIFOR), d'une maîtrise en Droit Public (ordre juridique constitutionnel) de l'Université Fédérale du Ceará (UFC). Emmanuel Teófilo Furtado est titulaire d'une maîtrise en Droit et développement de l'Université Fédérale du Ceará (UFC) et d'un Doctorat en Droit de

l'Université Fédérale de Pernambuco (UFPE). L'article traite de l'ADPF n ° 347 et de l'existence d'un état des choses inconstitutionnelle (ECI) en concernant le surpeuplement des pénitenciers. De l'analyse, ils concluent la nécessité de fixer des politiques publiques élaborées avec la primauté de la sphère politique, afin d'incorporer l'ICE dans une logique efficace.

Intitulé «Les droits fondamentaux de l'homme et l'exécution d'une peine internationale», le neuvième article de cette édition a été rédigé par deux auteurs. Vladimir Oliveira da Silveira est stagiaire postdoctoral à l'Université Fédérale de Santa Catarina (UFSC), docteur et master en Droit à PUC/SP et professeur de Droit International à PUC/SP. Ana Carolina Souza Fernandes est titulaire d'une maîtrise en Droit avec un accent sur les Relations Économiques Internationales de l'Université Pontificale Catholique de São Paulo (PUC / SP), avocat et diplôme d'études supérieures en Droit des Contrats et Droit des Sociétés (L.L.M.) de l'Insper - Établissement d'enseignement et Recherche. Le travail est basé sur la théorie de la démocratie, mobilisée pour vérifier le respect des jugements internationaux dans le système juridique brésilien. L'étude est réalisée sous l'angle des Droits de l'Homme et de la compétence de la Cour interaméricaine des droits de l'homme, reconnue par le Brésil.

Le dixième article est le résultat du travail de Maiquel Ângelo Dezordi Wermuth - PhD en Droit Public (UNISINOS), professeur de cours de Droit à l'Université Régionale du Nord-Ouest de l'État de Rio Grande do Sul (UNIJUÍ) et à l'Université de Vale do Rio dos Sinos (UNISINOS), professeur-chercheur du Master en Droits de l'Homme à UNIJUÍ et rédacteur en chef de la *Revista Direitos Humanos e Democracia* - avec Jeannine Tonetto de Aguiar, titulaire d'un master en Droits de l'Homme à UNIJUÍ. Dans l'article, les auteurs cherchent à démontrer l'existence d'un paradigme sélectif et utilitaire de gestion des flux migratoires dans le pays, basé sur une analyse phénoménologique et historique.

Ensuite, le onzième article est rédigé conjointement par Thaís Janaina Wenczenovicz - Professeur associé/chercheur principal à l'Université d'État de Rio Grande do Sul, évaluateur de l'INEP - BNI ENADE / MEC, membre de l'International Alliance Global Media on Gender and Gender Committee (GAMAG) - UNESCO - et Carlos Eduardo de Araújo Rangel, spécialiste en Droit Public. L'ouvrage ««La liberté est ce qui tient: les communautés indigènes et la violence» vise à analyser la violence subie par les communautés indigènes au Brésil, en utilisant les notions de «liberté», de «prison» et de «violence» dans l'après-Constitution de 1988.

Le douzième article se concentre sur la politique des Centres Judiciaires pour les solutions aux conflits (CEJUSC), en visant à analyser leur efficacité à réduire les conflits juridictionnels par la conciliation dans le contexte de la ville de Balsas, dans l'État de Maranhão. À partir de l'étude, les lacunes et les espaces potentiels pour le développement de cette politique sont identifiés. L'œuvre est de Bruno de Oliveira Rodrigues, Renato Vargas Fonseca et Jivago Ulguim. Bruno de Oliveira Rodrigues est titulaire d'une maîtrise en Sociologie (UFF), d'un doctorant en sociologie et Droit (UFF), professeur au cours de Droit à FAMA/AP, Amapá et au cours de Philosophie à l'Université de l'État d'Amapá (UEAP). Renato Vargas Fonseca est diplômé en Droit du Balsas College (UNIBALSAS) et Jivago Ulguim est titulaire d'une maîtrise en Sciences Criminelles de l'Université Pontificale Catholique de Rio Grande do Sul (PUCRS) et professeur de Droit pénal à la Faculté de Concordia.

Le treizième et avant-dernier article a été écrit par Paulo Henrique Tavares da Silva et Suely Coelho Tavares da Silva. Paulo Henrique Tavares da Silva est titulaire d'un doctorat et d'une maîtrise en droits de l'Homme et Développement Économique de l'Université Fédérale de Paraíba (UFPB), professeur adjoint A à l'UFPB, au Centre des Sciences Juridiques et professeur du PPGD (master) au Centro Universitário de João Pessoa (UNIPÊ), Paraíba. Suely Coelho Tavares da Silva est titulaire d'une maîtrise en Sciences de la Nutrition de l'Université Fédérale de Paraíba (UFPB) est spécialiste en Médecine Familiale et Communautaire de l'AMB/SBMFC et professeur de médecine au Centre universitaire de João Pessoa (UNIPÊ). Le travail a pour objet la judiciarisation des politiques de santé publique au Brésil, étudiées à partir des contributions de Friedrich Müller. Sur la base de l'analyse, les auteurs visent à développer un modèle herméneutique descriptif des demandes liées à la santé, en démontrant que le droit fondamental à la santé est réalisé dans l'établissement de la décision et nécessite transparence et sécurité dans cette opération.

Le quatorzième et dernier article de cette édition est rédigé par Patrícia Perrone Campos Mello avec Philippe de Oliveira Nader. Patrícia Perrone Campos Mello est professeur de Droit Constitutionnel au Centre universitaire de Brasília (UniCEUB), titulaire d'un doctorat et d'une maîtrise en Droit de l'Université d'État de Rio de Janeiro (UERJ), Procureur de l'État de Rio de Janeiro et occupe actuellement le poste de conseiller de Ministre de la Cour Fédérale Suprême. Philippe de Oliveira Nader est titulaire d'une maîtrise en droit à UniCeub (DF), d'un diplôme de troisième cycle lato sensu en Droit Procédural Civil à la PUC-Rio (2009), d'un diplôme de

troisième cycle en Droit Public à la FESMPDFT (2010), d'un diplôme de troisième cycle lato sensu en droit des affaires à IBMEC-RIO (2013) et avocat chez Petróleo Brasileiro S/A - Petrobras. Le principal objet d'analyse de l'article est l'application de la théorie des précédents dans le cadre de la Cour Fédérale Suprême, au regard de la RE 760.931, dans laquelle la Cour a de nouveau examiné la possibilité de tenir l'administration publique responsable en cas de manquement aux obligations de travail par entreprises externalisées. À partir de l'analyse, les auteurs développent des critères pour améliorer la sélection des ressources représentatives de la controverse et la formulation des thèses au STF, afin de donner efficacité aux précédents contraignants énoncés par la Cour.

Ensuite, ce numéro apporte deux interviews. Le premier avec Talíria Petrone, professeur d'histoire et conseillère de la ville de Niterói / RJ, sur la situation contemporaine des revers et des violations des droits de l'homme. Le second avec Jocelyn Kestenbaum, professeur à la Cardozo Law School, USA, sur "Comment diriger une Clinique des Droits de l'Homme".

En plus des articles et des interviews, le numéro 10 de la RCJ a plusieurs contributions dans la section de révision, toutes préparées par des étudiants de premier cycle de la Faculté de Droit de l'Universidade Federal Fluminense. Le premier, écrit par Luiz Alberto Soares et Pedro Maia, traite sur le livre "Femmes, Culture et Politique", de l'Américaine Angela Davis. La deuxième critique, écrite par Anderson José Guedes Bezerra dos Santos et Renan Cândido de Oliveira, fait référence au livre "Peau noire, masques blancs", du Frantz Fanon. Le troisième, sur le livre "Lugar de Negro", de Lélia Gonzalez et Carlos Hasenbalg, a été écrit par Camilla Verdan do Nascimento Sant'Anna et Marcone de Souza Henrique.

Ensuite, nous avons la critique de deux livres du Camerounais Joseph-Achille Mbembe: "Africa Insubmissa - Christianity, Power and State in Post Colonial Society", préparé par Camille Trindade Duarte et Matheus Vargas Veiga; et "Sortir de la grande nuit - Essai sur l'Afrique décolonisée", par Luis Aleksandre L. Nascimento et Mateus Sena. En plus de cet auteur, le travail du cubain Carlos Moore a été inclus dans deux revues sur des livres en traitant de la question raciale. Ce sont: «Racisme et société - Nouvelles bases épistémologiques pour comprendre le racisme dans l'histoire», dont la revue a été préparée par André Luiz Rosa Barbosa et Carla Rodrigues Souza, et «Le marxisme et la question raciale: Karl Marx et Friederich Engels face à le racisme et la

question raciale », abordé dans les travaux de Gustavo Roberto Pinheiro Oliveira et Lara Rocha de Almeida Pipas.

La huitième revue a été rédigée par Pedro de Assis Helms et Isabella da Cunha Silva, sur le livre "État Démocratique et État Autoritaire", du Polonais Franz Neumann. Le livre "A Radiografia do Golpe", du Brésilien Jessé Souza, a été travaillé dans la neuvième revue, par Leonardo Coreicha et Matheus Nery. La dixième revue porte sur le livre "The Right and Rise of Capitalism", des Américains Michael E. Tigar et Madeleine R. Levy et est le résultat du travail de Paulo Eduardo Sampaio Barreto da Rocha et Vítor Jorge Santos Vieira Alves. Comme onzième et dernier, nous avons la critique préparée par Beatriz Serrapio Peres et Fernando de Britto Falci sur le livre "Revendiquer les droits des femmes", par l'Anglais Mary Wollstonecraft.

La dernière section de cette édition contient des commentaires sur le projet de loi du Sénat Fédéral n ° 352/2017, qui ajoute le seul paragraphe à l'article 25 du Code Pénal. Les auteurs Fernanda Frizzo Bragato - chercheuse en productivité CNPq, master et docteur en droit de l'Université de Vale do Rio dos Sinos (UNISINOS) et post-doctorante en droit du Birkbeck College de l'Université de Londres - et Larissa de Oliveira Elsner, étudiante à la maîtrise en Droit Public de UNISINOS, apporte une approche au projet de loi principalement dans la perspective constitutionnelle et des droits de l'homme.

De tous les travaux présentés, nous espérons que cette édition contribuera à la communauté de recherche et académique largement considérée et nous remercions tous les auteurs et évaluateurs, qui ont consacré leur temps à collaborer avec des publications qui élèvent le norme recherchée en permanence par la RCJ. Enfin, nous soulignons que la RCJ reste à bras ouverts pour recevoir de nouvelles contributions et, ainsi, poursuivre le travail effectué ces dernières années.

Niterói, 16 juin 2018.

Prof. Dr. Enzo Bello

Rédacteur en chef de la RCJ

Prof. Guilherme Candeloro Ribeiro

Rédacteur Assistant de la RCJ

Étudiante en Master Anne Nimrichter

Editora-Assistente da RCJ

Prof. Maître Pablo Ronaldo Gadea de Souza

Rédacteur Assistant de la RCJ

Étudiante en Master Karina Freire

Rédactrice Assistante de la RCJ

Étudiante en Master Maria Clara Conde Moraes Cosati

Rédactrice Assistante de la RCJ

Étudiant en Master Renato Barcellos

Rédacteur Assistant de la RCJ

Étudiante en Master Thaiana Conrado Nogueira

Rédactrice Assistante de la RCJ